

Dominique TEXIER  
Maire de Saint Martin de Crau

A

Monsieur Le Préfet des Bouches du Rhône  
66 B rue Saint Sébastien  
13282 Marseille Cedex 20

Saint-Martin-de-Crau, le 22/05/2018

Objet : Rapport sur l'impact l'emploi des caméras individuelles

Service émetteur : Mairie de Saint Martin de Crau

Références : DT/JJC -11/2018

Monsieur le Préfet,

Conformément à l'article 10 du décret 2016-1861 du 28 décembre 2016 et l'article 12 de votre arrêté préfectoral en date du 31 mars 2017, relatif à l'expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les agents de la police municipale, je vous prie de trouver ci-joint le rapport circonstancié sur l'impact de l'emploi de ces matériels.


Au regard des constats positifs effectués, des résultats encourageants enregistrés mais également du respect des consignes données, je souhaite poursuivre cette opération pour une nouvelle période.

Aussi, je sollicite une autorisation de votre part afin de permettre aux agents de police municipale, placés sous mon autorité, d'utiliser les caméras mises à leur disposition .

Il est entendu que dans l'attente de votre décision et conformément à votre arrêté du 31 mars 2017, les agents de police n'utiliseront plus ces matériels à dater du 3 juin 2018.

Le responsable de la police municipale, qui fera application des présentes consignes, se tient à la disposition de vos services pour finaliser ce dossier.

Espérant poursuivre cette opération pour une meilleure sécurité des agents et des administrés, je vous adresse Monsieur le Préfet, l'expression de mes très sincères et respectueuses salutations.

Dominique ELIXIER  
  
MAIRE DE SAINT MARTIN DE CRAU



Saint-Martin de Crau

Saint-Martin de Crau, le 22/05/2018

## Rapport

Objet : Rapport d'utilisation des caméras individuelles.

Destinataire : Monsieur le Maire

Copie à : Mme RAVEGLIA DGS, Mme HENSENS DGA.

Service émetteur : Chef de service Jean Jacques COZZOLINO

Référence : JJC/Cam-05-2018

Depuis le 31 mars 2017, suite à l'autorisation préfectorale d'utiliser, à titre expérimental, les caméras individuelles par les agents de la police municipale, veuillez trouver ci-joint le présent rapport.

A ce jour, sur les six caméras mises à disposition, deux caméras sont en réparation et quatre sont toujours à la disposition des agents.

Dès leur prise de service et conformément à l'article L.241-1 du code de la sécurité intérieure sur les conditions d'utilisation :

- Les agents inscrivent leur nom et l'heure de prise en charge du matériel sur un registre prévu à cet effet.
- Les agents de police municipale, portent régulièrement et de façon apparente le matériel mis à disposition.
- Durant leur patrouille les caméras sont en veille, et donc inactives.
- Lorsque ces caméras sont utilisées, les personnes filmées font l'objet d'une information.
- Les personnels auxquels les caméras individuelles sont fournies n'ont pas accès directement aux enregistrements auxquels ils procèdent.

Durant cette année d'expérimentation (2017/2018) et dans le cadre de l'autorisation prévue à l'article 2 du décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016, qui fixe les conditions d'utilisation, il n'y a eu aucune procédure judiciaire, administrative et disciplinaire pour lesquelles il a été besoin de procéder à la consultation et l'extraction des données.

Pour rappel, ces traitements de données ont pour finalité de :

- Prévenir les incidents au cours des interventions des agents de police municipale.
- Etablir le constat des infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte de preuves, dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Ce constat permet de penser que ces caméras ont eu un impact positif et ont permis par leur port régulier et apparent, de limiter les incidents sur la voie publique. Ces effets de dissuasion, ont été également établis et constatés lors des différentes manifestations municipales auxquelles les agents de police sont régulièrement confrontés.

A ce titre, en raison des résultats enregistrés, je vous propose d'adresser le présent rapport à monsieur le Préfet des Bouchés du Rhône afin de solliciter un renouvellement de cette autorisation.

**Jean Jacques COZZOLINO**

Responsable de service  
Police Municipale

*Portet Raphaël*

*Adjoint au responsable  
de service*

